

D'un débat sur la « cruauté des anarchistes espagnols »

DANS le numéro 11 de la revue de la CNT, *les Temps maudits*, je m'étais fait l'écho de la controverse suscitée au sein de la revue italienne *Libertaria* par un passage d'un article de Pietro Adamo, paru dans la publication *MicroMega* et consacré à la responsabilité de Palmiro Togliatti dans l'assassinat de Camillo Berneri, où ce professeur – qui a été longtemps un collaborateur du mensuel *A rivista anarchica* – admettait que les reproches faits par les staliniens aux anarchistes espagnols étaient « *fondés en partie* » : « *à gauche, précisait-il, aucun groupe ne dépassa les libertaires en matière de cruauté exercée à l'égard des populations civiles, qu'il s'agisse des communistes ou des prêtres et bourgeois exécrés* ». P. Adamo prétendait que les travaux de Ronald Fraser, de Burnett Bolloten et, plus encore, ceux d'un certain Bryan Caplan, qui ne passe pourtant pas encore pour une référence indiscutable sur le sujet, étayaient une assertion qui paraît pour le moins étonnante venant de quelqu'un qui se considère encore, semble-t-il, comme anarchiste. Dans sa réponse (« *La crudeltà degli anarchici spagnoli* ») publiée dans le numéro d'avril-juin 2001 de *Libertaria*, l'historien Claudio VENZA montrait que la thèse de P. Adamo sur la supposée « cruauté » des anarchistes d'Espagne ne devait rien aux travaux des deux premiers historiens nommés et tout, en revanche, au petit essai d'une cinquantaine de pages de Bryan Caplan intitulé *The Anarcho-Statists of Spain. An Historical, Economic, and Philosophical Analysis of Spanish Anarchism*. C. VENZA précisait, au passage, que l'auteur de l'étude est un enseignant d'économie à l'université de Princeton, et qu'il se situe dans la tradition de pensée ultra-libérale illustrée entre autres par Friedrich A. von Hayek. C'est dans ce livre que, selon C. VENZA, P. Adamo aurait trouvé l'essentiel de son inspiration ou la confirmation de ses propres convictions, en particulier dans les phrases suivantes, presque textuellement reprises par lui : « *Il est clair, écrivait B. Caplan, que les militants anarchistes furent à l'avant-garde des groupes d'assassins du camp républicain* », avant de conclure qu'on « *aurait pu espérer qu'un mouvement qui condamne l'État pour sa brutalité séculaire et qui invoque la fin de toutes les dominations imposées aux hommes, se serait comporté différemment* ». C. VENZA notait que la seule source historique étayant l'affirmation de B. Caplan était un livre de Stanley Payne sur le... régime franquiste, où cet historien plutôt situé à droite défendait l'idée d'une violence équivalente dans les deux camps en présence pendant la guerre civile, sans se soucier le moins du monde d'assigner en ce domaine une première place, dans chaque camp, à un groupe particulier.

La sévère mise au point de C. VENZA appelait sans doute une réponse de la part de P. Adamo et, en effet, elle n'a pas tardé puisque, dès le numéro suivant, celui-ci répliquait par l'essai « *Quando la violenza è politica* ». Cet article ne répond pas d'emblée aux objections de C. VENZA, mais préfère emprunter la voie détournée des rapports entre politique et violence, comme si P. Adamo avait choisi en somme de ne pas se situer sur le seul terrain historique, où sa désinvolture et ses insuffisances étaient apparues au grand jour. À cet effet, il expose les idées avancées par un certain nombre de spécialistes de la réflexion politique – parmi lesquels on ne s'étonnera pas outre mesure de retrouver les plus beaux fleurons (Karl Popper ou Raymond Aron) de la pensée libérale –, qui tiennent la violence des révolutionnaires de l'ère moderne pour une nécessité découlant logiquement de leur volonté de reconstruire de zéro la société des hommes et d'instaurer un régime social parfait, à l'instar de la Cité du soleil des anciens utopistes. On reconnaît là sans peine l'habituelle critique libérale des utopies, aussi vieille que les utopies elles-mêmes, qui a également servi à instruire le procès des régimes appelés, par antiphrase, « communistes ».

Une fois cela posé, P. Adamo en vient à cette prédilection pour la violence qu'on attribue aux anarchistes, au vu de ces épisodes bien connus auxquels ceux qui ne les connaissent pas réduisent souvent leur action dans l'Histoire. Contre cette vision banale, P. Adamo a à cœur de nuancer les choses, en rappelant en particulier tel essai écrit en 1873 par Marx et dirigé contre les proudhoniens, que l'auteur du *Manifeste communiste* stigmatise pour leur refus de l'action violente et leur adoption de ce que P. Adamo appelle, de façon un tant soit peu ronflante, l'« *ingegneria gradualistica* » – le choix d'une stratégie gradualiste –, caractéristique, selon lui, du mouvement libertaire à ses débuts. C'est avec la conception bakouninienne de la révolution qu'on assisterait à la victoire d'un « *imaginaire* » importé du matérialisme historique sur « *l'imaginaire* » propre aux anarchistes. À ce moment-là, ces derniers auraient accepté et intégré « *les corollaires de la philosophie de l'histoire marxiste : la révolution comme événement historique de rupture de l'Histoire et de création d'un nouvel ordre méta-historique ; la vision du combat social en termes de lutte de classes, une vision fondée sur des catégories aux résonances gnostiques (“ marchandise”, “ capital”, “ prolétariat”) ; la justification de la violence en tant qu'accoucheuse de l'Histoire* ». Seuls quelques

libertaires étrangers aux courants européens, tel Benjamin Tucker, se seraient maintenus à l'écart de « *toute tentation millénariste-constructiviste* », pour reprendre l'expression empruntée par l'auteur à la pensée de F. von Hayek et autres Popper.

Ce n'est qu'après ce long préambule, des plus discutables d'ailleurs ¹, que P. Adamo en vient enfin au problème évoqué, au passage, dans la revue *MicroMega* et aux objections historiques formulées par C. Venza. Il précise que, pour lui, il ne s'agissait pas tant de prouver que les anarchistes se seraient rendu coupables de plus de crimes, quantitativement, que les autres forces du camp républicain, mais de s'interroger sur le sens et la particularité de la violence exercée par eux, qui n'aurait strictement rien à voir avec celle des communistes staliniens. À l'en croire, la « *conceptualisation* » que *certain*s anarchistes (P. Adamo croit bon de préciser, ce qu'il n'avait pas fait auparavant, qu'il n'est pas question en l'occurrence de tous les libertaires espagnols) auraient présentée de leur violence trouverait sa source dans un « *imaginaire* » partagé par nombre d'entre eux, où la violence à l'égard de l'Ennemi découlerait tout naturellement d'une vision du monde manichéenne et eschatologique, où on dénierait à certaines personnes (curés ou bourgeois) leur individualité propre pour ne les voir que comme les représentants des forces obscures, du Mal qu'il convient de supprimer pour pouvoir accéder à la Cité du soleil rêvée par les utopistes. Pour étayer sa thèse, il recourt cette fois-ci au témoignage direct de Simone Weil – autrement crédible pour les lecteurs de *Libertaria* qu'un économiste américain disciple de F. von Hayek – relatant la cruauté avec laquelle certains miliciens de la colonne Durruti en usaient avec les prêtres (ou certains prêtres, en tout cas).

Le choix de P. Adamo de s'appesantir sur les persécutions anti-religieuses menées pendant la guerre civile n'est évidemment pas le fait du hasard, puisque personne ne pourrait songer à les nier, même si elles n'eurent pas l'importance que la propagande franquiste leur attribua. On sait aujourd'hui que le nombre des gens d'Eglise victimes de la guerre, bien loin des dizaines de mille auxquelles se référait le cardinal-primat Mgr Gomá dans ce chef-d'œuvre de propagande mensongère que fut la fameuse *Lettre collective des évêques espagnols*, ne dépassa pas le chiffre de 6000-7000 ². De ces gens qui furent exécutés, principalement – ce que ne dit pas P. Adamo – au tout début de la guerre, l'auteur relève qu'ils ne le furent pas parce qu'on les avait pris les armes à la main, à cause de ce qu'ils avaient fait, mais à cause de ce qu'ils étaient, c'est-à-dire, selon P. Adamo, non pas des personnes de chair et d'os mais les représentants des forces du Mal, selon la vulgate « *gnostique* » admise, à l'en croire, par la majorité des libertaires espagnols.

Autrement dit, pour résumer l'essai de ce professeur de l'espèce anarcho-libérale, c'est dans l'existence de cet « *imaginaire* » que les anarchistes auraient repris au marxisme qu'il faudrait aller chercher la raison ultime de l'exécution de milliers de prêtres et de religieux par les anarchistes espagnols, ou du moins par une grande partie d'entre eux. On notera que, bien que l'auteur relève ce qui différencie la violence anarchiste inspirée par « *une conception salvatrice de la révolution* » de la violence stalinienne, qui ne reflète à ses yeux qu'une « *ambition de contrôle totalitaire de la sphère politique* », il existe une très forte similitude entre ce que la pensée libérale a toujours reproché aux chercheurs d'« utopie », notamment de l'utopie communiste, et ce que P. Adamo reproche ici aux anarchistes espagnols. Dans un cas et dans l'autre, c'est toujours à cette volonté de vouloir refaire le monde existant à partir d'une idée abstraite de justice, d'égalité, de fraternité entre les hommes qu'on attribue le déchaînement d'une violence extrême à l'égard de ceux qui passent pour incarner ce que le vieux monde a de plus injuste et insupportable. Malgré le distinguo établi entre la violence des uns et des autres, il n'y a pas grande différence entre les remarques de P. Adamo sur les causes de la violence des libertaires espagnols pendant la guerre civile et celles qu'on a lues concernant la terreur exercée par les bolcheviques ou les Khmers rouges contre des gens supposés incarner le Mal absolu (classes possédantes, koulaks, etc.) et, comme tels, voués à la destruction totale.

Il y a cependant un fait, connu de lui, qui aurait pu retenir un peu plus son attention. Dans le cas du parti bolchevique, on peut trouver sans aucun mal des citations qui prouvent que la suppression physique de « l'Ennemi » était assumée, sans nulle dissimulation, par les dirigeants du parti ³. En revanche, dans le cas espagnol, P. Adamo cite des déclarations en provenance de porte-parole attitrés de la FAI – dès le 30 juillet,

¹ Il me paraît même passablement aberrant qu'on puisse dire que le mouvement anarchiste perd son « *imaginaire* » propre avec Bakounine, c'est-à-dire au moment où il commence d'exister en tant que tel.

² Il n'est pas inutile de rappeler, à l'adresse de ceux qui l'ignoraient encore, que les militaires eux-mêmes, tout dévoués qu'ils aient prétendu être à la cause de la « Croisade », *exécutèrent eux aussi des gens d'Eglise*, principalement au Pays basque.

³ Pour qui en douterait, je retranscris cet extrait de consignes destinées aux membres de la Tcheka bolchevique : « *Nous ne faisons pas la guerre contre les personnes en particulier. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas, dans l'enquête, des documents et des preuves sur ce que l'accusé a fait, en actes ou en paroles, contre l'autorité soviétique. La première question que vous devrez lui poser, c'est à quelle classe il appartient, quelles sont son origine, son éducation, son instruction, sa profession* » (cf. Jacques Baynac, *la Terreur sous Lénine*, Sagittaire, 1975, p. 75).

ils menacent de fusiller tous ceux qui commettraient « *des actes contraires à l'esprit anarchiste et à la justice du peuple* » – ou de la CNT, qui, écrit-il, admettaient qu'avaient lieu des faits qu'on « *aurait préféré ne pas voir commis* », tout en s'efforçant du reste de les minimiser. L'auteur ajoute, sans autres précisions, qu'entre le mois de juillet et de septembre « *il se trouve des anarchistes pour critiquer et menacer, à de multiples reprises, les compagnons qui mettent en œuvre la " justice " populaire avec une désinvolture excessive* ». Parmi ceux-là, je me contenterai de citer l'intervention de Juan Peiró, un des militants les plus écoutés de la CNT, s'insurgeant de ce qu'on fit porter aux organisations libertaires la responsabilité des actes commis contre les membres de l'Église : « *Pourquoi, écrivait-il dès le 6 septembre 1936 dans les colonnes de Solidaridad Obrera, la CNT et la FAI seraient-elles précisément responsables des exécutions, des crimes répugnants que, tous les jours, toutes les nuits, on commet dans les banlieues de Barcelone, et dans d'autres villes et villages de Catalogne ?* »

Il apparaît donc que si des gens qui avaient la carte de la CNT ou de la FAI ont assassiné des prêtres et des religieux, ils l'ont fait sans le consentement de leurs « chefs » et *a fortiori* sans avoir reçu d'eux aucun ordre en ce sens. Certes, on peut lire, un mois après le coup d'Etat militaire, un appel à l'élimination physique des plus hauts représentants de l'Église⁴, soupçonnés d'apporter leur appui aux putschistes, mais nulle part n'apparaît la volonté de la part des porte-parole autorisés du mouvement libertaire d'éradiquer la religion en supprimant tous les serviteurs du culte, sans exception aucune. Il est patent, au contraire, que les « dirigeants » du mouvement, les militants les plus connus, les porteurs par excellence de « l'imaginaire » anarchiste condamnent la violence sans discrimination contre les gens d'Église et n'hésitent pas, comme le rappelle P. Adamo lui-même, à menacer tous ceux qui agiraient à l'encontre des principes anarchistes⁵.

P. Adamo ne sait que faire, d'ailleurs, de cette constatation, et n'en tire rien d'autre que la plate remarque que ses critiques à l'égard des libertaires espagnols ne s'appliquent pas à la totalité d'entre eux, sans qu'il se donne la peine de s'interroger sur le pourquoi de cette différence entre les uns et les autres, et de se demander par quel extraordinaire miracle les principaux porte-parole de l'anarchisme espagnol – tant les représentants les plus « modérés » du syndicalisme libertaire que ceux de l'organisation spécifique – auraient été, eux, étrangers à un des traits qu'il considère pourtant comme le plus caractéristique de « l'imaginaire » du mouvement libertaire d'Espagne.

Qu'est-ce qui ne « marche » pas, alors, dans l'approche du professeur P. Adamo ? La réponse, à mon sens, est toute simple : il est, en l'occurrence, victime d'une approche essentiellement idéologique de l'Histoire qui lui fait voir dans le déroulement des faits la simple confirmation d'une « vérité » préétablie, c'est-à-dire des préjugés libéraux à l'endroit des révolutions égalitaires, dont l'issue serait par force le terrorisme à grande échelle contre tous ceux qu'on tient pour l'incarnation des forces du Mal sur terre. Pour étayer sa thèse, il aurait fallu que l'auteur prouve que cet acharnement qu'il impute aux anarchistes espagnols contre les gens d'Église se manifesta de même, et d'une façon aussi massive, à l'encontre de tous les

⁴ Dans un article paru le 15 août 1936 en première page de *Solidaridad Obrera* sous le titre « *¡ Abajo la Iglesia !* », l'organe de la CNT de Catalogne demande qu'on procède à la dissolution des ordres religieux et à l'expropriation des biens ecclésiastiques, et précise que « *les évêques et les cardinaux doivent être fusillés* ».

⁵ On pourrait citer nombre de cas où des cénétistes se sont comportés noblement avec des membres de l'Église, alors même qu'ils étaient engagés dans un processus révolutionnaire de transformation des rapports sociaux. Je me bornerai à citer ici un témoignage d'autant plus crédible que je l'ai trouvé dans la presse des « nationaux », très précisément dans le quotidien *Correo de Andalucía*. Il s'agit d'un texte paru le 5 août 1936, où le journaliste qui, sous le pseudonyme de Justo Sevillano, consacre un long article à la vie des « *villages durant la terreur rouge* », rapporte l'exception que constitue, à ses yeux, le cas de Bollullos del Condado. Voilà en quels termes il le fait, dans un texte dont j'ai gardé le style, et dont je garantis évidemment l'authenticité :

« À Bollullos, on ne veut fusiller personne

» À Bollullos del Condado, il y avait des extrémistes, comme à Villarrasa. Des extrémistes en peau de lapin [littéralement : de manteca] – grâce à Dieu – qui prennent peur de ce qu'ils font. Ces révolutionnaires [...] ont brûlé les églises de Santiago, de l'Enfant Jésus et celle de la Miséricorde. Ils ont détruit les meubles et mis le feu au « *Casino de Labradores* » [le club où se réunissaient les grands propriétaires terriens du lieu] et au « *Círculo Mercantil* ». Et rien de plus. Les révolutionnaires se sont vite fatigués et ont dit que tous les gens étaient égaux, que le communisme libertaire veut la fraternité et qu'il n'y avait plus ni pauvres ni riches. Les anarcho-syndicalistes de Bollullos – des ingénus, dans le fond – ont dit que **leurs idées respectaient la vie de leurs adversaires**, et pour montrer que ce qu'ils disaient était vrai, ils ont placé sous bonne garde le couvent des Petites Sœurs des Pauvres, et leur ont fourni tout ce dont elles avaient besoin » (le passage en gras est souligné par moi, MC).

Le journaliste ajoute que, à l'arrivée des troupes « *salvatrices* », le curé de la paroisse et les religieuses – auxquels s'étaient joints les « riches » du lieu, « *et tout le village, en général* » – allèrent demander au chef des militaires d'épargner la vie de « *ces malheureux qui, empoisonnés par la politique libertaire, avaient incendié des églises et des maisons de particuliers* ». Une des bonnes sœurs se serait même agenouillée devant le responsable des troupes « *salvatrices* » pour « *demander clémence pour ces pauvres gens [aquellos pobrecitos]* ». (Est-il besoin de préciser que cette clémence ne leur fut pas accordée ?)

« bourgeois », ainsi qu'il le laissait supposer dans l'essai paru dans la revue *MicroMega*. Or, très significativement, il s'en est tenu aux seules persécutions contre les prêtres et les religieux, puisqu'il est assez clair que ce sont les seuls qui, sur cette partie du territoire où le coup d'État échoua, payèrent de leur vie le fait d'être ce qu'ils étaient, et pas les actes qu'ils auraient pu être amenés à commettre (on apportera plus loin quelques nuances à cette remarque).

Si, au lieu d'aborder la violence anti-religieuse qui se déchaîne au lendemain du coup d'État du 18 juillet 36 le nez chaussé des lunettes des détracteurs libéraux des « *utopies égalitaires* », P. Adamo s'était donné le mal de se pencher un peu sur l'histoire des violences anti-cléricales/anti-religieuses en Espagne, il aurait vu que cette haine qu'une partie du peuple espagnol vouait au clergé de son pays n'est en rien dérivable de « *l'imaginaire* » anarchiste, et de sa supposée vision « *gnostique* » de l'Histoire, puisque, en vérité, elle précède – et de très loin – l'apparition même de l'anarchisme en Espagne. Il suffit d'ouvrir le moindre manuel d'histoire moderne du pays pour y lire que les premières manifestations violentes du sentiment anti-clérical/anti-religieux ont lieu dès 1834 à Madrid, au début de la première des guerres carlistes, où une partie du clergé s'engage les armes à la main aux côtés des monarchistes traditionalistes partisans de don Carlos, c'est-à-dire *avant même qu'il y ait un seul anarchiste en Espagne*, et avant même l'existence de l'anarchisme en tant que tel. Le prétexte de l'assaut sanglant mené contre les couvents de Madrid fut l'existence d'une épidémie de choléra qu'une partie du peuple madrilène attribuait à l'empoisonnement des puits par des membres de l'Église. Très significativement, un épisode similaire aurait lieu un siècle plus tard, toujours à Madrid – une ville où, comme on sait, l'influence anarchiste n'a jamais eu la force qu'elle eut à Barcelone – et à un moment⁶ particulièrement agité de l'histoire de la II^e République : il s'agit de l'épisode dit des « *bonbons empoisonnés* » où des Madrilènes incendièrent plusieurs couvents de la capitale, convaincus qu'ils étaient que des bonnes sœurs avaient distribué des bonbons empoisonnés aux enfants. L'assaut de 1834 contre les couvents de Madrid s'étendit, dès l'année suivante, à plusieurs villes du pays. À Barcelone, en particulier, la foule s'attaqua à plusieurs couvents le jour de la Saint-Jacques, après une corrida, et massacra quantité de religieux. Les corridas seraient d'ailleurs interdites le jour de la Saint-Jacques, jusqu'en juillet 1909. Il se trouve que cette levée de l'interdiction coïncida avec le début de la fameuse Semaine tragique de Barcelone, qui valut à Francisco Ferrer d'être exécuté en tant qu'instigateur des événements. On sait que, à cette occasion, et alors que l'origine de l'émeute populaire était le départ des réservistes pour le Maroc, ce même peuple s'en prit à nouveau aux églises de la ville, bien que, cette fois-ci, il y eut très peu de victimes parmi les prêtres et les religieux. Le gouvernement imputa la responsabilité de l'émeute au créateur de *La Escuela Moderna*, rationaliste et anarchiste, de la façon la plus absurde et injuste qui soit. Peut-on dire pour autant que les anarchistes peuvent passer pour les premiers responsables des événements, et tout particulièrement de la violence exercée contre les biens de l'Église ? En aucune façon, puisque, à cette époque, les ouvriers de Catalogne sont subjugués par la personnalité du politicien radical Alejandro Lerroux, anti-catalaniste et anti-clérical féroce, celui qu'on appelle alors *El Emperador del Paralelo* à cause de l'influence qu'il exerce sur le petit peuple de Barcelone.

Enfin, l'histoire de la II^e République espagnole est marquée par de multiples épisodes d'incendies d'églises et de couvents – dont l'affaire des « *bonbons empoisonnés* » n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres – qui ont lieu aux quatre coins du territoire espagnol, et pas toujours là où les anarchistes étaient le plus influents. En règle générale, ces attaques contre l'Église espagnole respectèrent la vie de ses membres, à l'exception toutefois de celles qui eurent lieu au cours de la Commune des Asturies, le soulèvement d'octobre 1934 impulsé par les mineurs socialistes avec l'appui de la CNT de la région. Si les événements ne prirent pas la tournure décrite par la propagande de droite après l'échec du soulèvement – la presse réactionnaire rapporta des récits invraisemblables sur les « *atrocités* » qu'elle attribuait généreusement aux « *rouges* »⁷ – il n'en reste pas moins que, à cette occasion, des prêtres furent incontestablement exécutés par les insurgés, majoritairement socialistes.

Voilà des faits sans la connaissance desquels toute réflexion sur les massacres des gens d'Église au lendemain du coup d'État du 18 juillet est, à l'évidence, nulle et non avenue. Ils montrent on ne peut plus clairement quelle était l'étendue des sentiments de haine qu'une partie du peuple espagnol vouait à l'Église du pays, pour des raisons qui ne méritent sans doute pas de longues explications tant elles sont évidentes. Comme on vient de le voir, cette haine s'est manifestée à plusieurs reprises au cours des années qui vont de

⁶ L'épisode, qui ne fit pas de morts, se déroula au début du mois de mai 36, dans un climat de pré-guerre civile entretenu au premier chef par les attentats des *pistoleros* de la Phalange.

⁷ Entre autres joyusetés, on accusa les mineurs des Asturies d'avoir éparpillé les corps des prêtres assassinés et d'avoir mis leur chair en vente, sous l'étiquette de « *viande de porc* », à l'étal des boucheries.

1834 à celles de la guerre civile d'Espagne. Ce à quoi on assiste au lendemain du coup d'Etat du 18 juillet 1936 dans plusieurs villes d'Espagne n'est donc en rien un fait inédit. Ce qui l'est, en revanche, c'est *l'échelle* à laquelle est mené cet assaut contre les biens et les personnes de l'Église, sans commune mesure avec celle des événements précédents.

Si on met à part l'étendue de cet assaut contre l'Église, force est de constater que, en 1936, une partie du peuple espagnol réagit comme on l'avait fait un siècle auparavant. Et de la même façon que les émeutiers de 1834 tuèrent les « curés » parce qu'ils croyaient que ces derniers étaient *pour quelque chose* dans l'épidémie de choléra qui venait de frapper les habitants de la ville, une partie de ceux qui, cent ans plus tard, massacrèrent prêtres et religieux le firent non pas – ainsi que le prétend P. Adamo – à cause de ce que ces derniers étaient, mais parce qu'on avait entendu dire, *et qu'on l'avait cru*, que les « curés » s'étaient barricadés dans les églises pour tirer sur le peuple. Des rumeurs de ce type coururent à Madrid et à Barcelone, là où on assista, dans les mois qui suivirent le 18 juillet, au plus grand déchaînement de violence à l'endroit des membres de l'Église. Je précise, en outre, qu'au rebours des bruits qui conduisirent aux massacres de 1834 à Madrid, ceux qu'on répandit peu après le début du soulèvement de juillet 1936 n'étaient pas dénués de tout fondement. À ce propos, et en guise de conclusion, je citerai l'explication que proposa un catholique basque anti-franquiste, Juan Iturralde (auteur du livre *El catolicismo y la Cruzada de Franco* paru en 1960), sur la cause directe des massacres des prêtres et religieux qui eurent lieu à Barcelone. Il y rapportait l'épisode – dont il eut connaissance par quelqu'un « *qui en fut témoin et victime, et qui y passa*, écrit-il, *des angoisses de mort* » – qui, d'après lui, donna le signal de départ de la curée, à savoir l'investissement du couvent des Carmélites de la rue Lauria par un groupe de militaires qui, pour soutenir la tentative de soulèvement, ne trouvèrent rien de mieux que de s'enfermer à l'intérieur des murs du couvent, pour, de là, faire feu sur ceux qui s'opposaient au coup d'État : il n'en fallait pas plus, sans doute, pour qu'aussitôt courût le bruit que les « curés » tiraient sur le peuple, et qu'on décida d'agir en conséquence. À mon sens, ce témoignage en dit autant, sinon plus, sur les causes directes des tueries anti-religieuses que ce que put en écrire, quelques mois après ces faits, notre grande Simone Weil ⁸.

Quant aux causes plus profondes de cet acharnement contre les membres de l'Église pendant les mois qui suivirent le 18 juillet, il est assez clair qu'elles ne sont pas à chercher ailleurs que dans ce fort sentiment anti-clérical et/ou anti-religieux (les deux choses ne sont d'ailleurs pas équivalentes) bien antérieur à l'apparition de l'anarchisme dans le pays, et certainement pas là où a cru les voir ce professeur italien aveuglé à la fois par ses préjugés contre l'anarchisme révolutionnaire et son ignorance de l'histoire espagnole.

Miguel Chueca

⁸ Dans le même sens, un prêtre catalan, qui signa – sous les initiales J. V. C. – une étude critique (*Montserrat. Glosas a la « Pastoral Colectiva »*) de la *Lettre collective des évêques espagnols* citée plus haut, y écrivait ceci : « *Le résultat de ces insinuations fut, sans aucun doute, qu'au début de la rébellion militaire du 19 juillet 1936 [il s'agit de la date de la tentative de putsch à Barcelone], on fit feu contre le peuple à partir de plusieurs temples et édifices religieux »* (p. 187 ; passage souligné par nous). Ce prêtre opposé au *Movimiento* fondait cette affirmation sur des témoignages de gens présents à Barcelone au moment des faits. On notera cependant qu'il ne dit pas que les tireurs aient été des religieux, mais il n'en demeure pas moins que de nombreuses personnes ont cru que tel était le cas.